

Québec solidaire à la croisée des chemins

mardi 8 juin 2021, par [FRAPPIER André](#) (Date de rédaction antérieure : 25 mai 2021).

Québec solidaire a maintenant 15 ans d'existence. Avec sa croissance dont le principal effet a été l'élection en 2018 de 10 députés, Québec solidaire est confronté à la fois à l'attrait du pouvoir et au processus de concentration du pouvoir en son sein.

La situation actuelle à Québec solidaire

Le Conseil national du 15 et 16 mai s'est révélé être une expression de cette problématique à plusieurs égards. Lors du plus récent Conseil National, la question qui a accaparé toute l'attention médiatique a été la proposition de blâme de la direction à l'endroit d'un groupe à l'intérieur du parti, le Collectif antiraciste décolonial qui a pris naissance dans la foulée du débat entourant la position de QS concernant la loi 21 et qui s'est donné pour but de poursuivre cette lutte.

Certains faits ont révélé une problématique qui n'est pas unidimensionnelle. Dans un document publié pour le CN, la Commission Nationale Autochtone (CNA) a pris position en faveur de la recommandation du CCN de blâmer le Collectif antiraciste décolonial (CAD) pour s'être approprié de questions qui relèvent de leur champ de compétence. Plusieurs membres racisés de QS ont également joint leur voix à l'appel du CCN dans une lettre où ils appelaient à soutenir le vote de blâme.

La direction de QS n'a pas agi de façon à favoriser l'inclusion des idées malgré la décision du Conseil national de septembre 2020. Il avait été décidé de créer un groupe de travail portant sur les enjeux d'antiracisme et de décolonialisme, en impliquant les collectifs et commissions du parti, en s'assurant de donner l'occasion aux personnes les plus concernées de réaliser ces analyses. Malgré leur demande il n'a pas intégré le Collectif antiraciste décolonial (CAD) dans ce processus dont il avait la prérogative de nommer les membres. Par contre il a intégré le Comité consultatif antiraciste (CCAR). Or Le CCAR est une instance informelle dont peu de personnes connaissent l'origine et dont les membres sont nommés par le CCN.

L'historique des reproches publié par le CCN reposait sur des situations qu'il considérait être de l'insubordination et des prises de positions qui l'ont placé sur la défensive. La publication d'une citation d'Amir Attaran et le commentaire au sujet d'un journaliste de l'aile parlementaire ont été invoqués comme déterminants. Le Porte-parole du PQ Paul St-Pierre Plamondon en avait profité pour jeter la députation de QS dans l'embarras.

Le fait d'avoir repris les propos d'Amir Attaran est en effet choquant, parce qu'ils sont incomplets, biaisés et participent à dénigrer le Québec. Utiliser des raccourcis comme la fachosphère est également provocateur et ne participe aucunement à éclairer un débat. Le CAD a certainement une sérieuse introspection à faire et certains de ses membres devraient réfléchir à l'utilité d'utiliser un ton provocateur sur le site Facebook du collectif. Il aurait certainement été plus judicieux d'indiquer que c'est le gouvernement de la CAQ qui est responsable de la situation de racisme systémique avec l'adoption de la loi 21 dont la charte des valeurs du PQ avait tracé la voie. C'est de cette façon d'ailleurs que nos PP auraient dû corriger le tir au lieu de prendre une posture défensive en

dénonçant en plus un de ses collectifs. Cela aurait donné une autre perspective aux critiques qu'il adressait au CAD. La question qui se pose est pourquoi ne l'ont-ils pas fait ? Pourtant Gabriel Nadeau-Dubois est un orateur chevronné entouré d'une équipe expérimentée. Dans une organisation politique de la dimension de QS, il est évident que nous aurons à faire face à de telles situations. Nous sommes un parti de gauche, le changement social que nous proposons dérange.

À partir du moment où GND avait dénoncé publiquement le CAD, la direction de QS n'avait plus d'autres choix que de faire entériner sa position par le CN au péril de perdre la face.

Le porte-parole de QS a affirmé avec force que le blâme avait été voté à 81% (même s'il s'agissait d'un vote scindé où le blâme lui-même a reçu 71%). Par comparaison, nos porte-paroles n'avaient annoncé aucun résultat chiffré au moment de l'adoption de notre position concernant le port des signes religieux en 2019 qui avait pourtant été adoptée à plus de 90% ? Au contraire GND avait commenté ce résultat avec réserve et avait même rabroué la députée de Mercier pour s'être trop avancée à son avis sur cette question.

L'annonce du transfert de pouvoir de chef parlementaire, candidat au poste de premier ministre, occupé par Manon Massé vers Gabriel Nadeau-Dubois a raffermi le poids de GND comme leader.

Mais cette annonce a aussi permis d'occulter l'absence de leadership politique de QS et de la députation comme porteur d'un projet social dont l'indépendance est l'outil pour redéfinir la société sur des bases égalitaires. Le rapport de l'aile parlementaire déposé au CN démontre plutôt que notre députation a fait un travail comme tout parti politique le fait. Mais ce travail ne sert pas de guide pour tracer la voie à un changement de société, il démontre plutôt que QS est un bon parti qui peut prendre le pouvoir. Est-ce là notre objectif ? D'ailleurs pendant qu'on fait le débat-procès d'un collectif, on ne discute pas d'une question centrale, le rapport de l'aile parlementaire qui n'est que présenté et déposé. Pourtant elle est redevable au parti, c'est pour cette raison qu'elle doit présenter son rapport au CN.

Au final, il s'agit d'une question politique qui dépasse les contours du parti. Québec solidaire doit démontrer que son projet politique d'une société québécoise indépendante repose sur une redéfinition de la société. C'est de cette façon que les personnes qui se sentent moins associées à l'idée de l'indépendance vont pouvoir s'y associer.

D'autre part le fonctionnement de la direction de QS a de toute évidence été fonction de la campagne électorale, de la volonté d'élargir la base électorale et d'éliminer les écueils.

Même au sein de Québec solidaire, le sondage interne réalisé par le comité de travail sur l'antiracisme et l'anticapacitisme, indique que la presque totalité des associations considérées comme diversifiées sont dans la grande région de Montréal. Le blâme public adressé au CAD est aussi un message adressé à cet électorat principalement hors Montréal, où QS pourrait espérer élargir sa députation. La bataille autour du CAD indique la difficulté de plus en plus grande de débattre des questions politiques de fond dans des processus où la démocratie s'effrite.

L'adoption du processus de plateforme électorale pour le prochain congrès a été à l'image de cette stratégie électorale. La discussion n'a aucunement portée sur la stratégie, le fil à plomb qui devrait servir de guide à notre campagne mais également au message politique que nous voulons envoyer concernant les batailles urgentes à mener maintenant pour la survie de la planète. Le cadre de discussion n'a permis que d'énumérer des revendications dont la liste risque d'augmenter au prochain congrès. Le sort final et la stratégie seront par conséquent définis par le comité électoral.

La perspective électoraliste existe et pourrait possiblement être légitime si c'est vraiment ce que

souhaitent les membres. Mais on ne la voit qu'en filigrane et elle n'est jamais débattue comme une option par opposition à l'enracinement, la politisation et la mise à jour de ce que représente réellement le projet d'indépendance du Québec. Ce débat non-dit contribue à miner la confiance. Il est urgent de s'y adresser parce qu'une politique électoraliste a des implications sur une série de considérations comme le public cible, le type de candidatures, les alliances électorales, un message moins radical. D'autres sont passés par là avant nous.

Le poste de chef parlementaire candidat au poste de premier ministre lors des élections en est une autre illustration. Ce changement voté en 2018 pour s'adapter à la Real Politic était déjà un glissement par rapport à la philosophie de QS dont deux porte-paroles signifiait que QS fait de la politique autrement et s'oppose au parlementarisme inspiré de la monarchie britannique. La perspective d'assemblée constituante semble maintenant bien lointaine.

Quelles perspectives

Remettre la démocratie au centre de nos objectifs est intimement lié au débat politique de fond dont l'urgence se fait de plus en plus sentir, urgence pour nous membres de QS mais aussi pour la société et la planète. Il faut se rappeler que QS est un outil et que l'objectif fondamental est le changement de la société.

La crise environnementale et les pandémies qui en découlent nous indiquent l'urgence de développer des stratégies de mobilisation maintenant au niveau international et de tisser des liens avec ceux et celles qui luttent. En ce moment il n'y a aucune personne à la direction de QS responsable de la supervision du travail international, mis à part la commission altermondialiste. Ce travail est assumé par la députation et particulièrement par Andres Fontecilla. Mais pour travailler à créer des réseaux militants, il est nécessaire que cela devienne une tâche du CCN. Le travail de collaboration avec les organismes progressistes du Reste du Canada est aussi resté en plan même si cela fait partie des tâches du CCN.

Les changements climatiques ainsi que la pauvreté grandissante dans le sud global, ont déjà commencé à provoquer une migration de population vers le nord. À l'heure où la droite parle sans complexe de limiter l'immigration, la lutte antiraciste devient une préoccupation de plus en plus aigüe. Nous devons maintenant avancer nos réponses à ces questions.

André Frappier

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

Presse-toi À Gauche

<https://www.pressegauche.org/Quebec-solidaire-a-la-croisee-des-chemins>